



## NIGER

Mise en œuvre des interventions prioritaires du PANA pour renforcer la robustesse et la capacité d'adaptation du secteur agricole vis-à-vis du changement climatique

### FONDS POUR LES PAYS LES MOINS AVANCÉS

Financement du Fonds pour les PMA	USD 3 960 000
Cofinancement	USD 11 060 000
Achèvement du PANA	Juillet 2006
Inscription au programme de travail du Fonds pour les PMA	Avril 2009
Date d'agrément du DG	Août 2009
Dates de début et de fin d'exécution	Septembre 2009–août 2013
Entité d'exécution du FEM	Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD)
Autre partenaire	Conseil national pour l'environnement et le développement durable

Les systèmes écologiques et agricoles du Sahel sont très sensibles aux moindres variations du climat ainsi qu'à la variabilité climatique. Les régimes pluviométriques extrêmement fluctuants peuvent donner lieu à des inondations une année et à une sécheresse l'année suivante. La hausse attendue des températures, l'évapotranspiration résultante et la diminution des précipitations accentueront davantage la vulnérabilité climatique dans une société qui dépend déjà lourdement de la culture sèche et du pastoralisme pour sa survie. La capacité d'adaptation des agriculteurs et des éleveurs nigériens face à de tels défis est, au mieux, faible. En outre, les problèmes indépendants du climat tels que les pratiques agricoles inadaptées (surcharge pastorale, labourage des sols érodables, etc.), l'accès restreint aux marchés à cause des routes en mauvais état ou inexistantes, et l'accroissement rapide des populations rurales

provoquant l'expansion de l'agriculture dans des zones auparavant marginales, aggravent encore la situation. Les problèmes actuels, comme les pénuries alimentaires périodiques, les pratiques agricoles inappropriées et le manque récurrent d'eau, ne pourront que croître indubitablement à moins que des stratégies de résistance aux chocs climatiques soient intégrées aux projets de développement du Niger.

#### Activités prévues et résultats attendus

Le projet contribue à renforcer la capacité d'adaptation du secteur agricole nigérien face à l'évolution du climat. Il met tout d'abord l'accent sur l'amélioration de la résistance des systèmes de production alimentaire et des communautés confrontées à la précarité alimentaire, vis-à-vis des effets du changement climatique. Cela englobe un large spectre de nouvelles initiatives d'adaptation



prises en œuvre au sein de communautés pilotes ciblées. Des mesures innovantes de récupération de l'eau sont actuellement testées pour accroître la productivité des cultures. La méthodologie « Zai », par exemple, consiste à creuser des trous de 0,5 m de diamètre à des intervalles de 1–2 m, puis à les remplir avec un mélange de compost, de fumier et de terreau. L'eau pluviale ruisselle sur la surface de sol nu située entre les trous, pour finalement s'écouler dans ces derniers. Ainsi, chaque trou « Zai » acquiert un intérêt biologique exceptionnel de par sa teneur en eau et en substances nutritives supérieure à celle des sols environnants. Le rendement de cultures (telles que le millet, le sorgho et le maïs) semées dans les trous « Zai » dépasse largement celui de semis effectués en dehors des trous. Une autre initiative préconisée concerne la diffusion et l'expérimentation de variétés culturales traditionnelles plus résistantes à la sécheresse, comme le millet, le sorgho et le maïs.

Les barrières à la généralisation de telles variétés relèvent notamment des capacités techniques et des contraintes financières. Il faut acheter des graines, dont le coût est hors de portée des exploitants ruraux démunis. Le projet peut contribuer à instaurer des mécanismes pour la diffusion durable, auprès des communautés vulnérables, de variétés culturales supportant la sécheresse. Une autre activité mise en œuvre pour mieux préserver la sécurité alimentaire locale des chocs climatiques est la facilitation des banques alimentaires. Dans les communautés rurales, les pénuries alimentaires surviennent souvent pendant une courte durée, à la fin de la saison sèche ; ce phénomène s'accroît probablement avec l'évolution du climat. Les banques alimentaires constituent un moyen d'approvisionnement en nourriture lors des périodes critiques. Cette activité est viable car la création d'une banque alimentaire engendre un commerce autoentreteu, au sein duquel la nourriture est achetée à prix réduit par le gouvernement, conservée dans la banque et vendue par la suite aux communautés rurales. Enfin, l'amélioration des pratiques de gestion de l'eau constitue une autre mesure conçue pour contrer la menace des effets induits par le changement climatique sur le rendement des cultures.

Le fleuve Niger représente, pour l'heure, une source d'eau d'irrigation sous-exploitée pour plusieurs raisons. Premièrement, les régimes pluviométriques s'étant avérés conformes aux prévisions, le recours à des sources alternatives plus coûteuses n'a pas été une priorité. Deuxièmement, le manque de capitaux a imposé l'utilisation de ressources en eaux superficielles pour l'irrigation. À l'heure actuelle, seulement 10 % des 270 000 hectares de terres irrigables ont été aménagés au Niger.

Le projet comporte un second volet, axé sur le renforcement des capacités institutionnelles du secteur agricole et, tout spécialement, sur les services d'information et de vulgarisation destinés aux agriculteurs. Cela englobe, entre autres, la diffusion de prévisions météorologiques saisonnières et l'intervention de conseillers locaux pour la conception des stratégies de gestion de l'eau et des cultures. Cette initiative soutient également la prise en compte des questions liées à l'adaptation au changement climatique dans les plans d'aménagement provincial et local ainsi que dans les plans de gestion des risques.

### Synergies et coordination

Le Niger compte également parmi les pays bénéficiaires du *Programme d'adaptation communautaire* issu du Programme de microfinancements développé par le Programme des Nations Unies pour le développement et le FEM. Il est probable qu'une grande partie des interventions, parmi celles basées sur les communautés, susceptibles d'être sélectionnées pour un financement par le biais du mécanisme d'adaptation communautaire se concentrent également sur des activités liées à l'agriculture. L'initiative d'adaptation communautaire fournit par conséquent un complément opportun à ce projet du Fonds pour les PMA. De fait, des échanges ont déjà débuté entre le FEM/Programme de microfinancements et les coordinateurs du projet du Fonds pour les PMA. En outre, la coordination et les synergies avec d'autres projets afférents financés par des sources gouvernementales et bilatérales, tels que le *Programme spécial du président* du Gouvernement nigérien, le *Fonds de lutte contre la pauvreté* du Gouvernement canadien et le projet LUCOP de lutte contre la pauvreté de l'Office allemand de la coopération technique, sont également assurées.

---

### Pour tout renseignement

Fonds pour l'environnement mondial  
1818 H Street NW  
Washington DC 20433 États-Unis

Téléphone : 202-473-0508  
Télécopie : 202-522-3240

Août 2009  
[www.theGEF.org](http://www.theGEF.org)